

Le Jura et la crise financière et sociale

La situation du système financier mondial est plus que préoccupante. Le capitalisme financier et actionnarial, par la concentration des richesses, augmente la pauvreté et impose des mesures d'austérité qui touchent également de plus en plus les classes moyennes. En dehors de la Grèce, plusieurs pays européens auront besoin d'être « secourus » pour ne pas tomber en faillite. En fait ce sont les banques qui sont aidées et non pas les citoyennes et citoyens, ni directement les entreprises. Et les mesures d'austérité demandées aux pays accentuent encore l'appauvrissement des populations.

En Suisse, afin de soutenir notre industrie d'exportation, la banque nationale a choisi d'instaurer un taux plancher de 1.20 pour 1 euro. Cette situation devrait être maintenue le plus longtemps possible, ou du moins jusqu'à ce que notre monnaie s'affaiblisse d'elle même et ne soit plus recherchée par les « marchés financiers » comme valeur refuge. Or, des doutes se font jour quand à cette stratégie, qui consiste, en résumé, à imprimer des francs suisses et à acheter massivement des euros pour maintenir le taux susmentionné. Cette façon de faire comporte un important risque inflationniste mais si ce taux n'est plus maintenu et que le franc suisse arrive par exemple à la parité avec l'euro, nous risquons également une très rapide dégradation de la situation économique de notre pays.

Dans ce contexte, nous aimerions que le Gouvernement jurassien réponde aux questions suivantes :

1. Quelle analyse le Gouvernement fait-il de la situation économique mondiale et des risques de graves perturbations de la zone euro, principal débouché pour nos exportations ?
2. La coordination avec la Confédération, via la conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances donne-t-elle des indications quand à une stratégie nationale envisagée en cas de brusque dégradation économique générale ?
3. Le Gouvernement a-t-il lui même envisagé des mesures cantonales, et quelles sont-elles, afin de soutenir nos populations touchées par une crise importante ?

Nous remercions par avance le Gouvernement pour ses réponses.

Delémont, le 20 juin 2012

Groupe CS-POP et Verts

Jean-Michel Steiger

